

OGM : autodafé numérique ? La revue « Food and Chemical Toxicology » retire un article de Gilles-Eric Séralini

mardi 14 janvier 2014, par [NPA \(commission écologie\)](#) (Date de rédaction antérieure : 19 décembre 2013).

Coup de tonnerre fin novembre : la revue *Food and Chemical Toxicology* décide de retirer, un an après sa publication, l'article de Gilles-Eric Séralini sur l'étude des effets à long terme (deux ans) du maïs transgénique NK603 et de son herbicide associé (le Roundup).

Cet article avait provoqué une tempête médiatique, en affirmant que la consommation par le rat provoquait l'apparition de tumeurs, de troubles hépatiques et rénaux [1]. Confirmé par l'éditeur Elsevier, ce retrait revient à effacer de la littérature scientifique l'ensemble des résultats et des données issus de ces travaux.

La raison invoquée est qu'il est « *inconclusif* » en raison de la trop petite taille des groupes (témoin et traités) et de la nature de la souche de rats utilisée. L'éditeur maintient cependant les précédents articles, publiés dans le même journal, sur des études réalisées par Monsanto ayant servi à l'autorisation du maïs incriminé (NK603), études pourtant plus courtes, avec les mêmes effectifs de groupes et sur la même souche de rats. Deux poids deux mesures...

Par ailleurs, cette décision est en flagrante opposition avec les normes éthiques internationales COPE (Committee on Publication Ethics) auxquelles adhère la revue et pour lesquelles les seuls motifs de retrait sont la non-fiabilité prouvée des résultats, le plagiat ou la publication redondante, ou une recherche contraire à l'éthique. La revue a pourtant reconnu que l'article de Séralini ne contenait aucun de ces défauts.

Mainmise et lobby des multinationales capitalistes

Comment ne pas lier cette censure à l'arrivée dans le comité éditorial de la revue début 2013 de M. Goodman, ancien employé de Monsanto de 1997 à 2004 ? S'agit-il pour la revue de juger incompetents ou mal informés ses propres experts qui ont évalué l'article il y a un an ou reconnaître les pressions et la mise sous contrôle de la revue par la firme Monsanto ?

Ce retrait est un véritable scandale et doit être condamné quelles que soient les réserves qui ont pu être exprimées sur les travaux du Professeur Séralini, leurs limites et faiblesses. Il met en lumière la mainmise des lobbys des multinationales capitalistes sur l'orientation de la recherche scientifique, son financement et maintenant sur les publications scientifiques. Quand on sait le rôle que jouent ces dernières dans les critères et indices de notation pour l'évaluation des chercheurs et des laboratoires, on ne peut qu'être inquiets sur l'indépendance et l'avenir de la recherche scientifique.

Mais le plus grave est que pendant ce temps, on continue à prendre la planète comme paille de laboratoire et l'humanité comme cobaye en n'évaluant pas les impacts sanitaires, environnementaux, sociaux et humains des plantes génétiquement modifiées (PGM), des pesticides associés et du modèle d'agriculture qu'impose la mondialisation capitaliste. Alors que ces impacts n'ont pas été évalués pour une seule modification génétique, les industriels, confrontés à l'adaptabilité des

insectes et des plantes sauvages, ne peuvent que pratiquer la fuite en avant et multiplier les modifications. Ainsi, le mercredi 6 novembre, la Commission européenne a autorisé, pour l'alimentation animale et/ou humaine, dix PGM dites empilées, contenant plusieurs événements de transformation. La plus emblématique est le maïs SmartStax, élaboré par Dow Agrosiences et Monsanto, contenant huit transgènes lui conférant une résistance à plusieurs insectes et une tolérance à plusieurs herbicides.

Correspondant.e.s de la commission nationale écologie

P.-S.

* Paru sur Hebdo L'Anticapitaliste - 222 (19/12/2013). <http://npa2009.org/>

Notes

[1] Voir l'article de Dominique Cellier « OGM : la preuve du doute ? » sur la page ESSF 30733 : [Science, doute scientifique, relativisme et rationalité.](#)